

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 13/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CORONA MEDICAL

Z.I. la Logerie
37210 Parçay-Meslay

Références : 2025-0223
Code AIOT : 0010000767

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2025 dans l'établissement CORONA MEDICAL implanté ZI la Fosse Neuve Route de Meslay 37210 Parçay-Meslay. L'inspection a été annoncée le 28/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées a été informée le 28 février 2025 par le SDIS37 qu'un incendie s'est déclaré au niveau de la chaufferie de l'établissement CORONA MEDICAL à Parçay Meslay, le 27 février 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CORONA MEDICAL
- ZI la Fosse Neuve Route de Meslay 37210 Parçay-Meslay

- Code AIOT : 0010000767
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement CORONA MEDICAL exerce des activités de menuiserie industrielle et de montage de mobiliers et accessoires pour le milieu médical. L'établissement compte environ 50 collaborateurs sur le site de Parçay Meslay avec un fonctionnement en 2x8 semaine. L'établissement est connu de la préfecture comme une installation classée pour la protection de l'environnement relevant du régime de la déclaration pour les rubriques 2410 (travail du bois) et 2940 (application de colles).

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 03/03/2025, article L.511-2	Demande d'action corrective	2 mois
3	Propreté	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I 3.4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article Annexe I 1.1.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	installations électriques	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I 2.7	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I 5.7	Demande d'action corrective	2 mois
7	Eau d'extinction	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I 2.11	Demande d'action corrective	2 mois
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article Annexe I 4.2	Demande d'action corrective	2 mois
9	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I 4.3	Demande d'action corrective	2 mois
10	Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I 4.3	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Déclaration d'accident	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I 1.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 03/03/2025, article L.511-2
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE
Prescription contrôlée : Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'État, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation.
Constats : La société CORONA MEDICAL exerce sur le site des activités connues et visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : <ul style="list-style-type: none">• rubrique 2410.2 (déclaration) : ateliers où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues (puissance des machines fixes 171,5 kW), régime de la déclaration• rubrique 2940.2.b (déclaration avec contrôle) : application de colle par tout procédé autre que trempé (quantité maximale journalière 10,5 kg/j). régime de la déclaration avec contrôle périodique Néanmoins, lors de la visite d'inspection du 16/01/2018, il avait été demandé à l'exploitant d'actualiser, auprès de madame la préfète d'Indre-et-Loire les activités classées exercées sur le site, notamment l'activité d'application de colle qui n'a jamais été déclarée. L'exploitant n'a jamais répondu à cette demande. Par ailleurs, l'établissement exerce également des activités de stockage du bois (rubrique 1532 de la nomenclature des ICPE). Lors de précédents échanges avec l'administration, l'exploitant avait indiqué être non classé pour la rubrique 1532, mais pour un volume de 970 m ³ ; le volume du seuil du régime de la déclaration étant 1 000 m ³ . L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du volume de bois stocké sur site au titre de la rubrique 1532 de la nomenclature des ICPE. L'exploitant actualisera auprès de monsieur le préfet d'Indre-et-Loire sa situation administrative,

au regard des activités classées exercées sur le site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Déclaration d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I 1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Accident
Prescription contrôlée : Conformément à l'article R. 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.
Constats : L'inspection des installations classées a été informée de l'incendie par le SDIS37. L'inspection n'a pas été prévenue de l'incendie par l'exploitant, le jour de l'évènement. Il conviendrait que l'exploitant modifie ses procédures d'urgence, de façon à prévoir une information de l'inspection des installations classées, dans le cas d'un tel évènement. Le 27/02/2025 à 13h50 un alternant en maintenance remarque la présence anormale de fumées dans la chaufferie et une odeur de brûlé. Il donne l'alerte à un collègue formé équipementier de première intervention. Il essaie d'éteindre le feu avec des extincteurs et prévient le chef d'équipe. A 14h04, le directeur prend la décision d'appeler le SDIS qui arrive sur site à 14h15. L'exploitant prend les mesures d'urgence, il éteint le groupe d'aspiration. A la demande des pompiers, les énergies sont coupées dans la partie ICPE. A 15h20 le feu est maîtrisé et les pompiers donnent l'autorisation de réintégrer le personnel. Celui-ci sera renvoyé chez lui par la direction du site. L'évènement se termine à 16h15. Le 28/02 matin, les machines sont réarmées avec une reprise d'activité, mais la chaufferie est à l'arrêt. Selon l'exploitant, l'extinction de l'incendie n'a généré que très peu d'eau d'extinction, un volume

estimé à moins de 1 m3. Les pompiers ne se sont pas branchés sur les poteaux incendie et n'ont pas utilisé la réserve d'eau présente sur le site. Ces éléments ont été confirmés par le SDIS37.

Par la coupure des énergies, les pompes de relevage ont de fait été coupées, permettant le confinement des eaux d'extinction. Mais à la reprise des activités, les pompes ont été remises en route et les eaux d'extinction n'ont pas été gérées comme des eaux potentiellement polluées.

De toute façon le bassin de confinement n'est pas opérationnel : envahi de végétation et d'arbres, il n'est donc pas étanche (cf point de contrôle 6).

Les 3 extincteurs percutés ont été remplacés dès le vendredi 28/02 à 14h.

Le rapport d'accident a été transmis à l'inspection par courriel le 07/03/2025.

Ce rapport n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I 3.4

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien

Prescription contrôlée :

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. toutes précautions sont prises pour éviter les risques d'envol de poussières.

Constats :

Lors de la visite du site il a été constaté que l'ensemble des locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés.

Néanmoins, suite à l'incendie, l'exploitant a constaté qu'un encrassement du système de chauffage s'est produit, avec la formation de bistre. Malgré une intervention de ramonage effectuée le 02/01/2025, ce dernier ramonage réalisé s'avère être un entretien incomplet de l'installation. La présence résiduelle de bistre dans le conduit a provoqué le départ du feu dans le conduit de cheminée à l'aval du cyclo filtre provoquant un important dégagement de fumées mais entraînant des dégâts matériels limités.

L'exploitant note qu'après un encrassement anormal d'une chaufferie biomasse, il est nécessaire de contrôler la qualité du ramonage sur l'ensemble du circuit des fumées.

L'exploitant justifiera des mesures mises en oeuvre en terme de nettoyage et entretien des installations pour éviter tout risque d'incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article Annexe I 1.1.2
Thème(s) : Autre, Contrôle périodique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme : " objet du contrôle ", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables. Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention : " le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure ". L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en oeuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en oeuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que le contrôle périodique au titre de la rubrique 2940 de la nomenclature des ICPE a été réalisé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I 2.7
Thème(s) : Risques accidentels, installation électrique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre vi du titre ii du livre ii de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du code du travail.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les éléments justifiant de la réalisation de l'entretien et des contrôles des</p>

installations électriques :
<ul style="list-style-type: none"> • rapport Q18 réalisé par Bureau veritas le 25/10/2024. Ce rapport fait mention que l'installation est susceptible de générer un risque d'incendie et d'explosion. L'exploitant a indiqué avoir mis en oeuvre les actions pour lever les écarts. Un nouveau contrôle a été réalisé le 29/01/2025. L'exploitant est en attente de ce rapport. • rapport Q19 réalisé par Bureau veritas le 22/04/2024. Ce rapport fait mention de 1 écart de priorité 2. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que les actions ont été mises en oeuvre pour lever cet écart. <p>L'exploitant transmettra les éléments justifiant de la levée des écarts mentionnés dans les derniers rapports Q18 et Q19.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I 5.7
Thème(s) : Risques accidentels, Eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette, etc.) déversement de matières dangereuses dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel. L'évacuation des effluents recueillis se fait soit dans les conditions prévues au point 5.5 ci-dessus, soit comme des déchets dans les conditions prévues au titre 7 ci-après.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement dispose d'un bassin de récupération des eaux pluviales qui a aussi un usage de bassin de confinement des eaux d'extinction d'incendie, pour un volume de 500 m3. Le confinement des eaux est assuré par l'arrêt des pompes de relevage qui renvoient l'eau de ce bassin vers un fossé, situé en aval du site.</p> <p>Néanmoins lors de la visite du site il a été constaté que ce bassin est envahi par la végétation (cf annexe planche photographique). Aussi il n'est donc pas étanche et le volume de 500 m3 ne peut être garanti.</p> <p>Le bassin de confinement présent sur le site ne permet pas de garantir qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette, etc.) déversement de matières dangereuses dans le milieu naturel.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Eau d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I 2.11
Thème(s) : Risques accidentels, Eau
Prescription contrôlée : [...] Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.[...]
Constats : L'exploitant indique que le SDIS n'a utilisé que très peu d'eau pour l'extinction de l'incendie. Il indique que les pompiers ne se sont pas branchés sur les poteaux incendie et n'ont pas utilisé la réserve d'eau présente sur le site. Ces éléments ont été confirmés par le SDIS37. L'exploitant précisera les mesures mises en oeuvre pour s'assurer que les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes ou sont éliminés comme les déchets.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article Annexe I 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Eau
Prescription contrôlée : L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ;
- d'un système interne d'alerte incendie ;
- de robinets d'incendie armés ;
- d'un système de détection automatique de fumées avec report d'alarme exploitable rapidement.

Pour les installations existantes, l'exploitant pourra surseoir aux dispositions des trois derniers points ci-dessus, si l'installation ne présente pas de risque potentiel important d'incendie en raison de l'absence de produits ou de matériaux inflammables ou si la ressource en eau disponible n'est pas suffisante.

L'installation peut également comporter un système d'extinction automatique d'incendie de type sprinklage.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Les robinets d'incendie armés (RIA) sont répartis dans le local abritant l'installation en fonction de ses dimensions et sont situés à proximité des issues ; ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont protégés contre le gel.

Le personnel doit être formé à la mise en oeuvre de l'ensemble des moyens de secours contre l'incendie.

Constats :

Les moyens de lutte contre l'incendie font l'objet des contrôles suivants :

- désenfumage : contrôle par JP sécurité du 28/11/2024
- Porte coupe-feu : contrôle par JP sécurité du 24/11/2024
- RIA : contrôle par JP sécurité du 28/11/2024
- Extincteurs : contrôle par JP sécurité du 8/10/2024

Ces rapports n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.

Le site dispose de 2 poteaux incendie situés à moins de 200m. **L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier des débits disponibles par ces poteaux.**

L'exploitant ne dispose pas d'un système de détection automatique de fumées avec report d'alarme exploitable rapidement.

L'exploitant indique qu'il réalise des formations à la mise en oeuvre de l'ensemble des moyens de secours contre l'incendie auprès de son personnel. Plusieurs sessions de formation ont été réalisées. A ce jour, environ 20% du personnel est formé.

L'ensemble du personnel n'est pas formé à la mise en oeuvre de l'ensemble des moyens de secours contre l'incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I 4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Risques
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en oeuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisés, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation ainsi que les sources d'électrification. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques). Ce risque est signalé. Les ateliers et aires de manipulation des produits concernés doivent faire partie de ce recensement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques.</p>
Constats : <p>Au niveau de la zone chaufferie, le risque d'incendie n'est pas signalé. L'exploitant a précisé que cette zone est fermée avec un accès restreint au personnel autorisé.</p> <p>L'exploitant a présenté le plan de zonage ATEX et le plan transmis aux secours. Ce plan ne fait pas figurer les zones de stockage de produits et déchets dangereux.</p> <p>Le risque d'incendie doit être signalé au niveau de la zone chaufferie et le plan général des ateliers et des stockages doit faire figurer les différentes zones de danger.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I 4.3
Thème(s) : Autre, Déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu aux obligations de registre, de déclaration de production et de traitement de déchets et de traçabilité (bordereau de suivi, document de transfert transfrontalier) dans les conditions fixées aux articles R. 541-42 à R. 541-46 du code de l'environnement.
Constats : L'exploitant a présenté son registre de gestion des déchets. Il a accès à Trackdéchets. L'inspection note que certains bordereaux de suivi de déchets dangereux sont incomplets sur la partie traitement final des déchets. L'exploitant doit veiller à ce que les BSD soient complètement remplis, jusqu'au traitement final.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois